

Questions orales

promotion économique du Canada atlantique sera beaucoup plus considérable que jamais dans notre histoire.

LE RENOUVELLEMENT DES ENTENTES DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Je pose ma question supplémentaire au ministre des Travaux publics. Je lui fais remarquer que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique n'a pu acheter 20 des 32 sièges de cette région aux élections de l'année dernière.

Des voix: Bravo!

M. MacDonald (Dartmouth): L'agence a reçu 83,8 millions pour les ententes de coopération avec les provinces de l'Atlantique. Ce montant tombe cette année à 39,6 millions, une réduction de plus de 50 p. 100.

Le ministre peut-il dire à la Chambre, une année où on laisse expirer des ententes de développement économique et régional de 400 millions de dollars, combien d'ententes il a vraiment l'intention de renouveler avec ces provinces et selon quelle formule de partage des frais? Combien d'argent prévoit-on pour ces ententes dans les années à venir? Ou continuera-t-on de faire payer à la région de l'Atlantique l'exercice de son droit démocratique le 21 novembre?

Des voix: Bravo!

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, jamais l'agence ou le gouvernement n'a eu pour but d'acheter des sièges dans la région de l'Atlantique.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: L'agence a aidé beaucoup de circonscriptions, indépendamment de l'affiliation politique de leur représentant. On réserve en moyenne plus de 25 millions par année pour aider la région de l'Atlantique par le truchement de l'Agence de promotion économique et des ententes de développement économique et régional. Quant au renouvellement de ces ententes, il appartient aux provinces et aux ministres responsables de définir les priorités.

* * *

L'OTAN

LA MODERNISATION DES ARMES NUCLÉAIRES

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne le débat au sein de l'OTAN sur la modernisation des armes nucléaires. J'ai déjà interrogé le ministre à ce propos.

Le ministre sait qu'on appuie de plus en plus la position de l'Allemagne de l'Ouest en faveur de négociations concernant les armes nucléaires de théâtre plutôt que la modernisation, comme le préconisent les États-Unis et le Royaume-Uni. Jusqu'ici, on a dit que le débat opposait l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et les États-Unis, sans même laisser clairement entendre que le Canada y participe activement.

Je demande au ministre des Affaires extérieures s'il songe maintenant à appuyer la position de l'Allemagne de l'Ouest qui opte pour des négociations dans le cadre de cette importante décision. Je suis certain que les Canadiens désirent qu'on saisisse toutes les occasions possibles pour négocier la suppression ou la réduction des armes nucléaires. Pourquoi le gouvernement canadien ne veut-il pas appuyer ce point de vue?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député a déclaré qu'on procéderait à des négociations plutôt qu'à la modernisation des armes nucléaires. Je pense que le député comprend que ses propos ne traduisent pas fidèlement la position du gouvernement allemand et, en fait, celle de la plupart des membres de l'Organisation du traité de l'atlantique nord. En effet, il existe une entente à laquelle souscrivent le Canada, la république fédérale d'Allemagne et tous les chefs de gouvernement membres de l'OTAN pour que nous procédions à la modernisation des armes nucléaires. La question qui occupe maintenant l'OTAN est de savoir quand procéder à cette modernisation et aux négociations et comment faire la juste part des choses.

Le gouvernement a engagé des discussions et échangé des lettres avec d'autres pays alliés afin de trouver un moyen pour que l'Alliance puisse établir une entente donnant le feu vert à la modernisation des armes nucléaires et aux négociations en ce sens.

LA POSITION DU MINISTRE CONCERNANT LES
NÉGOCIATIONS

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, mes pires soupçons ont été confirmés. A entendre le ministre, on en vient à croire qu'il ne sait pas que la question fait l'objet d'un débat au sein de l'OTAN. Il s'agit de saisir le moment opportun. Il faut décider si oui ou non l'OTAN devrait se moderniser maintenant ou entamer des négociations. Nous demandons au gouvernement du Canada d'appuyer cette position. Peut-être le ministre pourrait-il réfléchir un peu et se demander comment lier la question de la modernisation de l'arsenal nucléaire tactique à la réduction des forces conventionnelles où les Soviétiques auraient prétendument la supé-